

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

1^{re} Circonscription du Département du Gers

Candidat du Parti Communiste Français

Electrices, Electeurs,

Le 23 Novembre prochain, vous êtes appelés à élire vos députés à l'Assemblée Nationale.

La loi électorale en vigueur reprend le principe du vieux système d'arrondissement. Notre département a été découpé en deux circonscriptions, au mépris des données économiques et administratives, dans le but de permettre les plus louches marchandages avec comme principale préoccupation : l'élimination de la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne qui font confiance à notre parti.

Cette élection intervient dans des conditions particulières. *Le mécontentement légitime des masses populaires a été exploité par les ennemis de la République, permettant ainsi les plus graves atteintes à la Démocratie.*

Ceux qui portent la responsabilité de cette situation, ce sont les hommes et les gouvernements qui ont violé les intérêts de notre Pays et leurs promesses devant le corps électoral. *Ces hommes, tels Guy Mollet, Pinay, Berthouin, Pflimlin, Soustelle, etc..., sont dans le Gouvernement actuel qui continue et aggrave la néfaste politique du passé.*

Depuis 11 ans, *notre parti a été tenu à l'écart de tous les Gouvernements. Il n'est pour rien, dans les guerres coloniales d'Indochine, de Suez, d'Algérie, dans cette politique extérieure à la remorque du bloc agressif de l'Atlantique, dans cette course aux armements, dans ces deuils, dans ces dépenses militaires, dans la situation aggravée des masses laborieuses.*

Non seulement, il ne porte aucune responsabilité, mais, *fidèle à ses engagements, il a combattu de toutes ses forces cette politique et ses conséquences.*

L'action de notre parti n'a jamais été une opposition négative.

Tout ce qui a été obtenu dans *l'intérêt des classes laborieuses* de France n'a pu l'être qu'avec *l'appui déterminant des communistes.*

En 1936, ce fut le vote de la semaine des 40 heures, des congés payés, des conventions collectives, de l'Office du Blé. Après la Libération : la Sécurité Sociale, la retraite des vieux travailleurs, le statut du métayage et du fermage, et plus récemment la retraite aux vieux paysans, le Fonds de Solidarité, les trois semaines de congés payés.

C'est encore grâce à la bataille des communistes que fut mis fin à la guerre d'Indochine et rejetée la C. E. D.

Bien qu'avec la nouvelle Constitution, il soit plus difficile que par le passé de défendre à l'Assemblée Nationale les revendications de la population, *il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste nombreux.*

Agriculteurs Gersois !

Les députés communistes qui ont mené une lutte constante pour *garantir les conditions d'existence des petits et moyens exploitants*, poursuivront cette action avec d'autant plus d'énergie que d'une part, la politique du Gouvernement De Gaulle favorise les privilèges des gros exploitants au détriment des petits et que, d'autre part, avec la crise qui fait son apparition, la mise en vigueur du marché commun entraînera des difficultés très grandes pour l'agriculture familiale.

Nous continuerons notre action pour empêcher le cumul des exploitations et *l'accaparement des terres par les gros capitalistes*, notamment par les colons venus d'Afrique du Nord.

Il faut garantir la *sécurité des familles des petits et moyens agriculteurs* en mettant sur pied : l'assurance-maladie et une caisse nationale contre les calamités agricoles.

En matière d'Allocations Familiales Agricoles, il est nécessaire d'établir la parité avec le secteur industriel et de limiter l'octroi de ces dernières aux personnes ayant un revenu inférieur à deux millions.

La loi d'indexation des prix agricoles sur les prix industriels doit être respectée. Nous continuerons à lutter afin d'obtenir un prix du blé rentable pour les petits et moyens producteurs.

En ce qui concerne les cultures spécialisées, il faudra étendre la culture du tabac dans le département et augmenter le nombre des permis de plantation.

Nous œuvrerons pour l'établissement *d'un prix social du vin*, pour la défense des petits et moyens viticulteurs de l'Armagnac menacés par le Marché Commun.

Des crédits suffisants doivent être accordés pour lutter contre le *développement de la flavescence dorée qui devient inquiétant* ; les viticulteurs victimes de ce fléau doivent obtenir l'autorisation de plantations anticipées.

Notre parti continuera à s'opposer à toutes dispositions gouvernementales provoquant l'effondrement des cours de la viande et des produits de basse-cour, sans aucune répercussion sensible à la consommation.

Artisans et commerçants,

Comme nous l'avons toujours fait, nous lutterons pour la justice fiscale, contre les menaces des gros monopoles.

Salariés du Gers !

Vous connaissez des conditions de vie difficile du fait de la moyenne particulièrement basse des salaires et du sous-développement industriel du département.

Nombreux sont celles et ceux qui ne peuvent trouver qu'un travail saisonnier ou sans qualification.

Il est urgent de *revaloriser les salaires, traitements, pensions et retraites, supprimer les abattements de zones, il faut défendre et améliorer les conquêtes sociales, établir l'assurance-chômage.*

Pour assurer le *plein-emploi*, des travaux d'équipement peuvent être entrepris ou développés dans le Gers :

- Implantation d'industries nouvelles, grâce à la proximité du gaz de Lacq.
- Achèvement des travaux d'irrigation des coteaux de Gascogne et réalisation de l'adduction d'eau potable dans toutes nos communes.
- Electrification complète du département, lutte contre les inondations, construction de logements et amélioration de l'habitat rural.
- Modernisation des voies à grande circulation et de l'ensemble des routes et chemins.

Jeunes gens ! Jeunes filles !

L'industrialisation et la modernisation de notre département offrirait des débouchés à ceux d'entre vous qui ne peuvent actuellement trouver dans le Gers un travail correspondant à leurs aspirations.

Nous voulons garantir aussi l'avenir de la jeune génération *par une réforme laïque et démocratique de l'enseignement*, un développement des *loisirs* par l'aide aux sociétés sportives et culturelles.

Il faut ramener à 18 mois la durée du service militaire.

**

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde des crises économiques, des difficultés des travailleurs, de colonialisme et des guerres. Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui : il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une *politique répondant aux intérêts des travailleurs et de la nation*.

— Il faut faire la *paix en Algérie*, non en proposant, comme le fait De Gaulle, une reddition sans conditions, mais en négociant avec ceux contre qui la France se bat, et en rétablissant avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des *rapports nouveaux* fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

— Il faut *réduire massivement les dépenses militaires* et promouvoir une *réforme démocratique de l'impôt*, qui fera payer les riches.

— Il ne peut y avoir de grandeur française sans une *politique d'indépendance* et de paix fondée sur la coopération avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et la course aux armements.

— *Il ne peut y avoir non plus de grandeur française sans démocratie véritable*. Avec tous les républicains, le parti communiste travaillera à la restauration de la République, à la construction d'une démocratie renouée :

- par la défense des libertés menacées,
- par le rétablissement de la laïcité de l'école et de l'Etat;
- par le contrôle du peuple sur ses élus;
- par une large autonomie communale et départementale.

Electrices, Electeurs !

POUR DRESSER UN BARRAGE EFFICACE A L'AVANCE DES FORCES RÉACTIONNAIRES ET RÉDUIRE LES EFFETS DU POUVOIR DICTATORIAL,

POUR DÉFENDRE PIED A PIED LES INTÉRÊTS DES COUCHES LABORIEUSES,

POUR JETER LES BASES DU REGROUPEMENT INDISPENSABLE DE TOUS LES RÉPUBLICAINS,

POUR RÉALISER UNE POLITIQUE CONFORME AUX ASPIRATIONS DE NOTRE PEUPLE ET AUX INTÉRÊTS DE LA NATION,

POUR LA NÉGOCIATION ET LA PAIX EN ALGÉRIE,

IL FAUT ASSURER LA PRÉSENCE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE D'UN GROUPE COMMUNISTE IMPORTANT ET LUI DONNER L'AUTORITÉ DE MILLIONS DE VOIX.

La Fédération du Gers du Parti Communiste Français présente à vos suffrages notre camarade

Edmond CASTERA

Député Sortant,

Conseiller Municipal d'Auch.

Constamment réélu depuis la Libération il a défendu par ses multiples interventions dans les Assemblées et dans les Commissions de l'Agriculture, des Affaires Economiques et des Boissons, les intérêts des travailleurs Gersois.

Profondément attaché à la réalisation de l'unité des forces républicaines, Edmond CASTERA est le candidat de la Démocratie, de la Liberté et de la Paix.

P. S. — Ne modifiez pas le bulletin, ne rayez pas : votre bulletin serait nul.